

Accroître la résilience et l'équité d'un océan à l'autre

*Rapport de l'Alberta, de l'Ontario, du Québec, du
Nouveau-Brunswick, de
Terre-Neuve-et-Labrador et du Yukon*



Résumé préparé par le Réseau pour une alimentation durable sur la base des rapports susmentionnés.

Septembre 2021

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

THÉMATIQUES GLOBALES

L'importance de la coordination régionale

Repenser le travail sur la sécurité alimentaire

Bâtir des systèmes alimentaires résilients, écologiques et locaux

Un élan pour l'alimentation scolaire comme vecteur de changement des systèmes alimentaires

Perspective antiraciste dans le travail sur les systèmes alimentaires

Conclusion des thématiques globales

ALBERTA

ONTARIO

NOUVEAU-BRUNSWICK

TERRE-NEUVE ET LABRADOR

YUKON

QUÉBEC

CONCLUSION

INTRODUCTION

Mars 2021 a marqué un an depuis le début de la pandémie de Covid-19, une année de difficultés et de défis sans précédent, mais aussi d'incroyable résilience communautaire. En mai 2020, le Réseau pour une alimentation durable a lancé son plan d'action en matière de politique alimentaire, [*Accroître la résilience et l'équité*](#), regroupant les plus grandes idées de l'ensemble du mouvement alimentaire sur ce à quoi pourrait ressembler un Canada post-Covid. En situant ces idées dans le cadre des Objectifs de développement durable, les thèmes clés de ce plan d'action sont les suivants :

- Aborder la cause profonde de l'insécurité alimentaire,
- Mettre en place des systèmes alimentaires locaux écologiques et durables,
- Soutenir la souveraineté alimentaire autochtone,
- Prôner un travail décent et une justice pour tous les travailleurs de la chaîne alimentaire,
- Veiller à ce que tout le monde soit à la table, et
- Mettre en place un programme national d'alimentation scolaire.

Vers la fin de l'année 2020, le Réseau pour une alimentation durable a invité les organisations du réseau de tout le pays à examiner les propositions politiques présentées dans *Accroître la résilience et l'équité*, et à identifier les domaines où il y a le plus d'élan dans leur région. L'objectif était de faire ressortir les thèmes communs aux provinces et aux territoires, en montrant où il est possible de collaborer, de partager les connaissances et d'amplifier les efforts de plaidoyer au niveau fédéral. Ce rapport donne un aperçu de six réseaux provinciaux et territoriaux et du travail qu'ils ont accompli au cours de la dernière année pour accroître la résilience et l'équité, et ce, dans un contexte marqué par des défis remarquables.

REMERCIEMENTS

Ce projet a été rendu possible grâce au financement de la Fondation McConnell.

THÉMATIQUES GLOBALES

L'importance de la coordination régionale

Dans le contexte des fermetures dues à la Covid-19, les systèmes alimentaires ont connu une grande volatilité : changements dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire, mise en œuvre de mesures de santé et de sécurité, et organisations communautaires devant jongler avec des pics de demande et une forte diminution du nombre de bénévoles. En dépit de l'incertitude et de l'anxiété généralisée, des groupes communautaires se sont mobilisés pour répondre à la demande. Des organisations établies, telles que les banques alimentaires, se sont empressées de fournir des équipements de protection individuelle (EPI) à leurs équipes, tandis qu'une myriade de nouveaux acteurs, tels que des groupes d'entraide, se sont formés pour fournir une aide alimentaire. Non seulement les systèmes alimentaires eux-mêmes ont évolué rapidement, mais les acteurs qui les composent l'ont fait aussi, en s'adaptant aux fermetures et aux réouvertures. Le secteur communautaire est souvent confronté à un financement instable, et nombre d'entre eux ont dû faire face à une augmentation de la demande et des dépenses.

Dans ce paysage changeant, il n'était pas toujours évident de savoir où allouer au mieux les ressources et mutualiser les efforts, même si le financement et le soutien ont commencé à affluer de la part des gouvernements et des donateurs privés. D'après ce que nous ont dit les provinces et territoires participant au présent rapport, la coordination était un élément clé d'une réponse organisée et stratégique. Des réseaux provinciaux tels que Aliments pour tous N.-B. (APTNB) ont organisé des appels réguliers pour les personnes travaillant en sécurité alimentaire. Comme les autres réseaux provinciaux et territoriaux, APTNB a joué un rôle essentiel en rassemblant les intervenants de différents secteurs pour répondre aux besoins des communautés dans les meilleurs délais.

De plus, les réseaux ont apporté une perspective intersectionnelle, dans laquelle les interventions en matière de sécurité alimentaire sont ancrées dans un changement des systèmes alimentaires qui va au-delà de la simple sécurité alimentaire. Cette perspective jette les bases de l'établissement de relations entre les différents secteurs et niveaux de gouvernement, de sorte que l'ensemble du système est davantage connecté et garde en vue les changements à long terme qui sont nécessaires pour que les communautés soient plus équitables et durables.

Notamment, des organisations du Canada atlantique se sont réunies pour mettre de l'avant une [vision de la relance des systèmes alimentaires du Canada Atlantique](#). Cette vision articule dix propositions de politiques en vue d'une "reprise juste, équitable et prospère", qui nécessiterait un partenariat entre tous les paliers de gouvernement ainsi qu'avec les communautés autochtones. Les propositions visent notamment à s'attaquer à la source de l'insécurité alimentaire, à soutenir tous les travailleurs, à appuyer la souveraineté alimentaire des Autochtones et à favoriser l'accès aux aliments locaux en renforçant les chaînes de valeur locales et en encourageant l'approvisionnement local dans les établissements.

Repenser le travail sur la sécurité alimentaire

Si la pandémie a mis en évidence le rôle essentiel que joue l'aide alimentaire d'urgence dans notre société, elle a également montré les lacunes de nos politiques et programmes actuels qui ne parviennent pas à protéger 1 Canadien sur 7 de l'insécurité alimentaire¹. Fondamentalement, l'insécurité alimentaire est un problème de pauvreté. Bien que les banques alimentaires et les autres services alimentaires d'urgence jouent un rôle essentiel pour répondre aux besoins alimentaires immédiats de millions de Canadiens, ces réponses à court terme doivent être associées à des efforts concertés pour combattre la pauvreté. Reconnaisant cela, toutes les provinces incluses dans ce rapport mentionnent l'importance de mesures relatives au revenu, et certaines soutiennent spécifiquement un modèle en matière de revenu de base.

L'intérêt pour l'idée d'un revenu de base n'est pas seulement partagé par les organisations communautaires - les provinces examinent aussi sérieusement les modalités d'application de cette idée sur leur territoire, comme en témoigne le comité provincial chargé d'étudier le revenu de base à Terre-Neuve-et-Labrador. Au niveau fédéral, un groupe de 50 sénateurs a apporté son soutien au revenu de base universel² et, en février 2021, la députée Julie Dzerowicz a présenté le projet de loi C-273, une

¹ Statistics Canada (2020). "[Food insecurity during the COVID-19 pandemic, May 2020](#)."

² UBI Works (2020). "[50 Canadian Senators Call for a Minimum Basic Income](#)."

loi visant à établir une stratégie nationale pour un revenu de base garanti national³. Si l'on ajoute à cela l'expérience nationale d'une forme de revenu de base avec la PCU et, plus tard, la PCRE, le Canada est prêt à examiner pleinement la manière d'établir un revenu minimum vital universel en dessous duquel personne ne peut tomber, l'une des recommandations clés de *Accroître la résilience et l'équité*.

Alors que le Canada continue de faire face à la pandémie et que les Canadiens traversent une période de volatilité économique, il est plus important que jamais de souligner que la sécurité alimentaire ne consiste pas seulement à avoir accès à de la nourriture à court terme, mais aussi à pouvoir se nourrir et nourrir sa famille dans la dignité à long terme. Alors que la pandémie met en évidence le problème de l'insécurité alimentaire au Canada, il est impératif que les médias et les bailleurs de fonds reconnaissent également qu'il ne s'agit pas d'un problème simple qui peut être résolu par un seul don de conserves, mais d'un problème qui nécessite un changement systémique. Ainsi, les organismes en sécurité alimentaire de Montréal cherchent à compléter l'aide alimentaire d'urgence par des activités telles que les jardins communautaires, lesquels augmentent l'autonomie alimentaire tout en améliorant l'environnement alimentaire.

Dans le même ordre d'idées, il est impératif que les solutions soient intersectionnelles et qu'elles reconnaissent que les communautés noires et autochtones sont plus susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire⁴. Plusieurs rapports provinciaux reconnaissent que l'inégalité raciale exacerbe le risque d'insécurité alimentaire, soulignant que les efforts en matière de sécurité alimentaire ne peuvent être dissociés d'un travail plus large de lutte contre le racisme et la pauvreté.

Bon nombre des provinces sondées reconnaissent également l'interconnexion des politiques et des programmes d'alimentation avec les politiques et les programmes sociaux (p. ex. l'impact du logement et de l'itinérance sur l'insécurité alimentaire). Il est par conséquent nécessaire que les gouvernements et les décideurs de tous les niveaux collaborent avec les différents ministères afin de mettre en place une réponse cohérente pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire.

Bâtir des systèmes alimentaires résilients, écologiques et locaux

Compte tenu de la perturbation des chaînes alimentaires à travers le Canada, toutes les provinces ayant participé à ce rapport ont mentionné le besoin de mettre en place des systèmes alimentaires plus aptes à résister aux chocs, qu'il s'agisse d'une pandémie ou d'un événement météorologique extrême dû aux changements climatiques. La création de systèmes alimentaires plus résilients, capables de s'adapter aux conditions changeantes, passe en partie par le raccourcissement et la diversification des chaînes alimentaires.

Un excellent moyen de raccourcir et de diversifier les chaînes alimentaires consiste à soutenir les petites et moyennes exploitations agricoles. Cela comprend des mécanismes qui contribuent à leur survie, qu'il s'agisse d'adapter les règlements municipaux pour faire place aux marchés de producteurs et à l'agriculture urbaine, comme cela s'est produit en Ontario, ou de sensibiliser les consommateurs au moyen de cartes des petits agriculteurs locaux, comme cela a été fait au Nouveau-Brunswick.

³ UBI Works (2021). "[Canada's First Basic Income Bill: C-273.](#)"

⁴ PROOF (2020). "[Household Food Insecurity in Canada.](#)"

Si nos systèmes alimentaires devaient accorder une plus grande priorité aux producteurs d'aliments locaux, cela signifierait également l'élimination des obstacles importants auxquels sont confrontés les jeunes et les nouveaux agriculteurs aujourd'hui. Cela implique de réexaminer les obstacles à l'accès aux terres agricoles et aux capitaux (Ontario), et de fournir un soutien à la pêche (Nouveau-Brunswick) et aux programmes de récolte (Yukon).

Un élan pour l'alimentation scolaire comme vecteur de changement des systèmes alimentaires

Dans chaque province sondée dans le cadre de ce rapport, les programmes d'alimentation scolaire ont été désignés comme une composante croissante de l'écosystème. L'alimentation scolaire est de plus en plus reconnue non seulement comme un outil pour renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition des enfants, mais aussi comme un moyen de privilégier le développement des économies alimentaires locales dans la mesure où les programmes privilégient l'approvisionnement auprès des producteurs locaux.

Au Yukon et en Alberta, les programmes d'alimentation scolaire dirigés par des Autochtones constituent un modèle de la façon dont on peut fournir une alimentation aux élèves autochtones tout en célébrant leur patrimoine culturel. Cela souligne l'importance de la souveraineté des communautés autochtones sur la planification et la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire, où les Premières nations, les Métis et les Inuits peuvent déterminer leurs propres systèmes alimentaires locaux.

Les projets d'expansion de l'alimentation scolaire à l'échelle provinciale se poursuivent, l'Alberta fournissant des enseignements cruciaux sur la façon de le faire tout en faisant participer les membres de la communauté locale et en nourrissant non seulement les élèves, mais aussi en développant la littératie alimentaire, les compétences professionnelles et le sentiment d'appartenance. Le Nouveau-Brunswick a également bénéficié d'un nouveau financement provincial pour l'alimentation scolaire, et son application sur la côte Est fournira des indications précieuses sur la manière dont un programme d'alimentation scolaire universel mais adapté pourrait prendre forme dans tout le Canada. Au Québec, le gouvernement a lancé sa *Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois*⁵, qui comprend un financement visant spécifiquement à soutenir l'achat d'aliments du Québec pour les programmes d'alimentation des écoles primaires et secondaires.

Perspective antiraciste dans le travail sur les systèmes alimentaires

Les défis de 2020 ne résident pas seulement dans les perturbations des chaînes alimentaires ou les pertes de vies humaines sans précédent en temps de paix. L'année écoulée a également vu une prise de conscience collective de l'urgence de lutter contre le racisme, qui empêche systématiquement de nombreuses personnes de se nourrir et de nourrir leur famille dans la dignité.

Les rapports des provinces et territoires participants soulignent l'importance d'utiliser une perspective antiraciste dans le travail en alimentation. Au même titre qu'il faut s'attaquer à la pauvreté pour

⁵ Gouvernement du Québec (2020). "[Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois](#)."

s'attaquer à l'insécurité alimentaire, le racisme ne peut être considéré comme un "extra" à prendre en compte. Le racisme systémique se manifeste à travers les personnes qui souffrent de la faim, de la nourriture à laquelle elles ont accès et des ressources à leur disposition pour susciter un changement communautaire. Parmi les provinces étudiées, on reconnaît le rôle que joue l'inégalité raciale dans l'augmentation du risque d'insécurité alimentaire (Nouveau-Brunswick), la nécessité d'une analyse des besoins et des solutions fondée sur la race (Ontario) et la façon dont le racisme et les politiques coloniales renforcent l'inégalité (Yukon).

Conclusion des thématiques globales

Ce rapport vise à donner un aperçu du travail alimentaire au Canada et n'est en aucun cas exhaustif. Les preuves qualitatives et anecdotiques qu'il contient doivent être combinées avec des données quantitatives, en particulier celles des autres provinces et territoires. Il y a également d'autres questions qui font l'objet d'une mobilisation importante au niveau communautaire et qui ne sont pas représentées dans ces rapports, notamment en ce qui concerne les protections et les droits des travailleurs migrants.

La récente nomination du Conseil consultatif de la politique alimentaire du Canada (CCPAC) est également importante, car elle offre l'occasion de mettre en place un mécanisme permettant au CCPAC d'entendre les points de vue des différentes régions. Il y a aussi place pour une plus grande diversité, non seulement en termes de race, mais aussi pour une variété de points de vue des Premières nations, des Métis et des Inuits, ainsi que pour ceux qui ont une expérience vécue de l'insécurité alimentaire.

ALBERTA

[Alberta Food Matters](#) est un organisme à but non lucratif qui rassemble de nombreux groupes et initiatives à travers l'Alberta, axé sur la sécurité et la souveraineté alimentaires tout en utilisant une approche de développement communautaire basée sur les actifs. En 2016-2017, suite au plaidoyer d'Alberta Food Matters et d'autres groupes, le gouvernement provincial a investi 3,5 millions de dollars dans un projet pilote de nutrition scolaire, nourrissant 5000 élèves. Le projet a été un succès et s'est transformé en programme, survivant même à un changement de gouvernement. Aujourd'hui, le programme d'alimentation scolaire de l'Alberta nourrit 40 000 élèves dans toute la province, un programme qui coûte 18,5 millions de dollars par an. L'alimentation scolaire représente l'une des parties les plus passionnantes de la transformation du système alimentaire en Alberta, et leur rapport met l'accent sur cette voie pour accroître la résilience et l'équité dans le système alimentaire de cette province.

L'alimentation scolaire comme outil d'innovation et de résilience communautaire

Même si le programme d'alimentation scolaire en Alberta n'a été lancé qu'il y a cinq ans, il revêt déjà de nombreuses formes différentes afin de répondre aux besoins des communautés. Par exemple, la [Maskwacis Education Schools Commission](#) dirige un programme universel d'alimentation scolaire pour les élèves de quatre nations cries dans 11 écoles. Ce programme met en relation les producteurs locaux et le personnel scolaire qui prépare les repas, les collations et les boissons, le tout combiné à un programme de littératie alimentaire. Ailleurs, plusieurs écoles de la province ont des fermes opérationnelles qui fournissent de la viande et des produits pour leurs programmes de repas. Le fait d'avoir une ferme à l'école offre également des possibilités de formation en compétences agricoles et la possibilité de produire des aliments pour des projets locaux de sécurité alimentaire. D'autres écoles disposent d'installations aquaponiques, hydroponiques, de serres et même de vergers.

Le programme d'alimentation scolaire de l'Alberta démontre qu'avec des ressources adéquates et régulières, les programmes d'alimentation scolaire peuvent non seulement fournir une alimentation essentielle aux élèves, mais aussi être une source de formation professionnelle, de littératie alimentaire, d'innovation et de cohésion entre les milieux socio-économiques.

Les enseignements de l'Alberta pour le reste du Canada

Les enseignements tirés de l'Alberta seront précieux pour les autres provinces en attendant le lancement d'un programme fédéral-provincial d'alimentation scolaire, conformément aux engagements pris dans le budget 2019 et dans la Politique alimentaire du Canada. En Alberta, l'un des éléments cruciaux du succès est la présence d'une personne chargée de promouvoir l'alimentation scolaire dans l'école et de faire avancer les projets. Cela est particulièrement vrai si cette personne est soutenue par d'autres membres de la communauté, qui peuvent l'aider pendant les mois d'été ou assurer un transfert de connaissances si cette personne ne travaille plus à l'école.

Outre les personnes qui défendent la cause, il est important de disposer de ressources financières : des postes rémunérés consacrés aux programmes d'alimentation scolaire et le financement de l'infrastructure nécessaire au démarrage, comme la construction d'une cuisine. L'éducation alimentaire doit également être intégrée au programme scolaire, en partenariat avec les enseignants. Enfin, des

programmes culturellement pertinents sont importants pour piquer la curiosité des élèves à l'égard de leur patrimoine, qu'il s'agisse de l'histoire agricole de leur communauté ou des aliments traditionnels autochtones.

Croissance future

Bien que le projet pilote initial se soit transformé en un programme d'alimentation scolaire complet, seulement 5 % des élèves albertains sont atteints, principalement dans les écoles primaires, mais aussi dans les écoles intermédiaires et secondaires. Ces premières années du programme albertain d'alimentation scolaire fournissent des preuves encourageantes du potentiel que représente l'alimentation scolaire pour opérer un changement vers un système alimentaire plus durable et plus sain pour la prochaine génération.

ONTARIO

[Sustain Ontario](#) est un organisme sans but lucratif qui travaille avec un réseau de partenaires en alimentation et en agriculture de partout en Ontario. Pour ce rapport, Sustain a contacté 20 de ses organisations membres afin de faire le point sur l'année écoulée et d'identifier les domaines clés où le secteur communautaire est à l'avant-garde du changement des systèmes alimentaires.

Des solutions nouvelles à l'insécurité alimentaire

Le début de la pandémie a entraîné une réévaluation générale du secteur de l'accès aux aliments d'urgence. Alors que la demande des banques alimentaires augmentait et que le nombre de bénévoles diminuait, des groupes communautaires ont vu le jour pour y répondre. Beaucoup d'entre eux étaient des groupes d'entraide ou des groupes communautaires, offrant parfois même la livraison aux personnes dans le besoin. La participation des groupes dirigés par des résidents issus des communautés noires, autochtones et racialisées a été particulièrement forte, une tendance encourageante dans un secteur qui doit continuer à faire place à une plus grande diversité.

Faire place à un paysage alimentaire en mutation

Pendant ce temps, les organisations communautaires se sont efforcées de répondre à un environnement en mutation rapide dû à la Covid-19, tout en équilibrant les besoins permanents datant d'avant la pandémie. La production alimentaire par le biais de jardins communautaires, qui a reçu une vague de soutien et un nouvel intérêt dans tout l'Ontario, est un exemple de besoin permanent. Un plaidoyer concerté de la part de Sustain Ontario et de ses membres a permis à la province de désigner les [jardins communautaires comme des services essentiels](#), permettant aux résidents de cultiver des aliments.

Dans une région de la province, des conversations sur le rôle des jardins communautaires en tant que partie intégrante du système alimentaire local ont conduit à un examen des politiques, des plans et des règlements sur la production alimentaire dans tous les ministères. Cela a ensuite conduit à de nouvelles permissions qui ont fait place à des espaces d'agriculture urbaine, à des marchés de producteurs et à la fabrication d'aliments. Cependant, malgré ces progrès, l'accès aux terres agricoles continue d'être un

défi, surtout pour les producteurs noirs, autochtones et racialisés, ou pour ceux qui se lancent dans l'agriculture pour la première fois.

Améliorer l'accessibilité et la souveraineté alimentaires des autochtones

Afin de répondre aux besoins spécifiques des ménages autochtones, le Northern Ontario Indigenous Food Sovereignty Collaborative a lancé une subvention destinée à la souveraineté des ménages (Sovereign Household Grant), qui offre de petites subventions visant à accroître la capacité de chaque ménage à "se nourrir et à nourrir les autres d'une manière conforme aux droits et aux enseignements de leur culture". Ces subventions peuvent être utilisées pour une gamme d'initiatives, y compris la chasse, la pêche, le piégeage, la récolte et la transformation des aliments, ainsi que l'exécution d'activités alimentaires pour augmenter le revenu d'un ménage.

L'alimentation comme moteur de la reprise et du développement

Bien que les réponses aient varié d'un bout à l'autre de la province, on reconnaît que l'alimentation sera le "moteur du développement économique local dans la région", surtout dans les municipalités rurales. Grâce à l'intérêt croissant pour les aliments locaux, il est possible de passer des mesures de lutte contre la pandémie à des changements à long terme du système alimentaire. Cela suppose notamment une éducation alimentaire permanente et une conscientisation aux aliments locaux et aux endroits où les acheter, ainsi que l'encouragement de l'achat d'aliments locaux par le secteur public. Cela nécessite également la croissance de l'infrastructure et des ressources pour que la demande puisse être satisfaite, ce qui comprend l'augmentation de l'accès aux petits abattoirs locaux, la stimulation de l'agritourisme après la pandémie et l'assurance que les fournisseurs d'aliments locaux continuent d'être considérés comme des services essentiels. Le soutien aux organisations communautaires, y compris les réseaux de systèmes alimentaires régionaux, est un autre élément clé du développement de l'alimentation locale. Cependant, ancrer le travail alimentaire dans l'équité raciale, en utilisant une analyse des besoins et des solutions basée sur la race, est tout aussi important que les ressources financières.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Aliments pour tous NB est une organisation qui rassemble les acteurs du système alimentaire, œuvrant pour un Nouveau-Brunswick "interrelié, bien informé et engagé envers la sécurité alimentaire pour toutes et tous". Le début de la pandémie a souligné l'importance d'une réponse coordonnée aux besoins alimentaires, et leur équipe et leurs collaborateurs se sont agrandis, tout comme leurs domaines d'action.

Répondre à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté

À la suite des fermetures, Aliments pour tous NB a joué un rôle clé dans la coordination des mesures pour la sécurité alimentaire avec quelque 125 participants à la fois lors d'une série d'appels réguliers. Pour répondre aux besoins des communautés autochtones, l'organisme a collaboré avec un comité consultatif autochtone sur la souveraineté alimentaire pour distribuer des fonds provenant du Fonds d'accès à une alimentation saine du Centre alimentaire communautaire du Canada (CFCC) à 16 groupes des Premières nations de la province.

Ces interventions d'urgence ont été accompagnées d'une série de webinaires visant à mieux faire comprendre au public l'insécurité alimentaire, en abordant des sujets tels que l'insécurité alimentaire des ménages, les systèmes alimentaires et la souveraineté alimentaire. En outre, le ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et de la Pêche a publié une nouvelle stratégie alimentaire en janvier 2021, ce qui représente un changement positif vers une compréhension plus holistique de l'insécurité alimentaire, désignant spécifiquement la pauvreté comme la cause première et l'inégalité raciale comme un facteur qui exacerbe le risque d'insécurité alimentaire.

En termes d'action anti-pauvreté, il est intéressant de noter les progrès du plaidoyer en faveur des programmes sociaux, appelant à une augmentation progressive du salaire minimum jusqu'à un salaire de subsistance, qui à Saint John était évalué à 19,55 \$ de l'heure. Cette mesure devrait être accompagnée de programmes connexes tels que des jours de congé de maladie payés, des transports publics abordables, l'accès à des services de garde d'enfants, des logements abordables et des services de santé publique élargis.

Encourager un meilleur accès aux aliments locaux et durables

La pandémie a également amené de nombreuses personnes à se demander ce qu'il faudrait faire pour arriver à un Nouveau-Brunswick #MieuxQueNormal. Il y a eu un élan pour la mise en œuvre par le gouvernement provincial d'une relance qui inclurait un soutien aux agriculteurs et aux marchés de producteurs. Un soutien ciblé aux petites et moyennes exploitations agricoles permettrait d'éliminer les obstacles au démarrage d'une entreprise et à l'accès aux terres, en particulier pour les nouveaux et les jeunes agriculteurs. Dans les communautés côtières, le soutien à la pêche et à la transformation du poisson pourrait aller de pair avec la promotion de la consommation de produits de la mer locaux.

Un nouveau financement provincial pour l'alimentation scolaire a fait son apparition

L'année a également été marquée par le premier investissement provincial destiné à l'alimentation scolaire, en partenariat avec la Fondation des maladies du cœur du Nouveau-Brunswick. Au fur et à mesure qu'il prenait son envol, Aliments pour tous NB a rassemblé des acteurs de tous les secteurs pour soutenir l'alimentation scolaire. De nombreux intervenants du programme d'alimentation scolaire se sont joints aux efforts nationaux en faveur d'un programme universel d'alimentation scolaire avec la Coalition pour une saine alimentation scolaire.

TERRE-NEUVE ET LABRADOR

Food First NL (FFNL) travaille avec un réseau de 300 organisations et individus à travers

Terre-Neuve-et-Labrador, pour veiller à ce que "tout le monde ait accès à une alimentation abordable, saine et culturellement appropriée". Même avant la pandémie, leur province avait le deuxième taux le plus élevé d'insécurité alimentaire au Canada ainsi que des taux élevés de maladies chroniques.

L'économie est actuellement dans une position difficile, avec une forte dépendance aux secteurs précaires du pétrole et de l'énergie, et l'austérité budgétaire qui est prévue dans un avenir proche.

Terre-Neuve-et-Labrador est également confrontée à des défis uniques en raison de sa géographie et de son climat. Néanmoins, il y a un alignement croissant entre les secteurs pour changer radicalement les programmes et les soutiens sociaux, réduire la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire.

Travailler de manière transversale dans les services alimentaires d'urgence

En réponse à un besoin accru de services alimentaires d'urgence pendant la pandémie de COVID-19, de nombreux nouveaux groupes ont commencé à fournir une aide alimentaire, notamment des conseils municipaux, des comités de Fierté et des organisations autochtones. Cela a conduit à un effort accru de coordination et de collaboration entre les différentes actions. Pour combler les lacunes dans les services et encourager le travail intersectoriel, la FFNL copréside un groupe de travail sur la sécurité alimentaire avec le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador dans le cadre du groupe de travail provincial sur les populations vulnérables. L'émergence de nouveaux acteurs dans le domaine de la sécurité alimentaire a également contribué à faire avancer la compréhension collective du besoin de répondre non seulement aux besoins alimentaires immédiats, mais aussi au problème d'équité au sein du système d'alimentation d'urgence et à la nécessité de travailler en même temps au changement des systèmes.

Un alignement pour un changement de politique

Terre-Neuve-et-Labrador traverse une période d'intense changement de politique sociale, avec un processus d'entente sur la santé qui vise à réimaginer la prestation des soins de santé dans la province, un engagement envers une nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté et une consultation publique sur un important rapport sur la reprise économique.

Les organisations communautaires et les militants ont collaboré intensément pour contribuer à ces processus dans le but de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire. On assiste à un mouvement croissant pour réclamer et développer des modèles de revenu de base. Il est à noter que l'accent mis par la Covid-19 sur l'insécurité alimentaire a conduit à beaucoup plus de flexibilité que ce que l'on voit normalement dans les programmes et les politiques.

Favoriser les économies alimentaires locales

Afin d'éliminer les obstacles auxquels se heurtent les petits producteurs d'aliments locaux, le gouvernement provincial effectue actuellement des investissements importants dans les infrastructures physiques et de vente qui seront partagées entre les régions, comme les entrepôts frigorifiques et un projet pilote de centre alimentaire. La prochaine étape consiste à combiner ces investissements avec des réformes réglementaires qui permettent aux producteurs d'aliments locaux de démarrer une entreprise ou de la développer.

Des efforts ont également été déployés pour sensibiliser la population à l'alimentation locale et améliorer son accès. Une évaluation alimentaire en cours recense les opportunités et les lacunes du système alimentaire local. La FFNL a récemment travaillé avec la plus grande autorité sanitaire de la province pour ajouter l'achat local à sa nouvelle stratégie d'approvisionnement.

YUKON

La sécurité et la souveraineté alimentaires sont des enjeux majeurs au Yukon. Le Yukon a le troisième taux le plus élevé d'insécurité alimentaire au Canada et doit faire face aux défis supplémentaires d'un climat rigoureux, de l'isolement et d'une seule route menant au territoire, ce qui crée des problèmes de chaîne d'approvisionnement. Toutes les communautés rurales sont reliées par la route, à l'exception d'une communauté desservie par avion. Le Yukon dépend des aliments expédiés du sud. Il existe un secteur agricole en développement, mais la pauvreté des sols et une saison de croissance très courte limitent la souveraineté alimentaire. La Covid-19 a augmenté et a illustré la profondeur de l'insécurité alimentaire qui a toujours existé et dont le principal moteur est la pauvreté.

Le paysage changeant des acteurs de la sécurité alimentaire

Avec le début de la pandémie, les demandes d'aide alimentaire d'urgence ont augmenté, tandis que certaines organisations communautaires ont modifié leurs services ou fermé leurs portes en raison de la Covid-19. La banque alimentaire de Whitehorse est maintenant le principal centre de sécurité alimentaire d'urgence, élargissant sa zone de service, en plus d'être chargée de s'occuper d'un large éventail de problèmes alimentaires. Il existe un besoin continu de coordination et de collaboration des ressources en matière de sécurité alimentaire, y compris la distribution de nourriture, la récupération de nourriture et l'accès à la nourriture. Cela pourrait prendre la forme d'un centre alimentaire communautaire, qui pourrait également servir de lieu central pour la recherche. La banque alimentaire de Whitehorse est prête à occuper ce poste, mais elle a besoin de financement. Un conseil alimentaire à l'échelle du Yukon est une autre option pour jouer ce rôle. Un rapport du gouvernement du Yukon publié en avril 2020 reconnaît la nécessité de travailler avec des partenaires pour "accroître les investissements dans l'infrastructure et la programmation des centres alimentaires communautaires", et il est possible de faire converger la volonté politique et les besoins de la communauté.

La pandémie a vu les gens se serrer les coudes dans toutes les communautés pour fournir de la nourriture à ceux qui en ont besoin. La Coalition anti-pauvreté du Yukon coordonne un réseau de distribution alimentaire à Whitehorse et le réseau alimentaire plus large du Yukon. Le **Yukon Energy Food Security Network** est une nouvelle alliance gérée par la banque alimentaire de Whitehorse, la Coalition anti-pauvreté du Yukon et Centraide Yukon, et financée par la Société d'énergie du Yukon. Cette alliance a récemment lancé une étude approfondie des programmes de sécurité alimentaire sur le territoire, afin de tracer la voie vers des programmes durables et respectueux de la souveraineté alimentaire des autochtones. Un coordonnateur du réseau de sécurité alimentaire est en poste pour faciliter le réseautage entre les communautés, créer des alliances et aider les organismes communautaires ruraux à élaborer et à maintenir leurs propres programmes.

Programme de partage de viande du Yukon "Yukon Share"

Il s'agit d'un projet conjoint entre la *Yukon Outfitters Association*, la *Yukon Fish and Game Association* et le ministère de l'Environnement du Yukon qui fonctionne depuis quatre ans. Ce programme a permis de donner l'équivalent de 1,2 million de dollars de viande par an dans le passé. La Covid-19 a eu un impact énorme sur le secteur des pourvoiries (ou guides de chasse). Par conséquent, il n'y aura pas de don de viande à Whitehorse cette année grâce et les dons dans les communautés rurales ont été réduits. Ce programme a un impact sur la sécurité alimentaire, en particulier dans les régions rurales du Yukon, et mérite d'être inclus dans les discussions sur la situation générale de la sécurité alimentaire au Yukon.

Programmes d'alimentation scolaire

Les fermetures d'écoles dues à la Covid -19 ont entraîné la fermeture des programmes d'alimentation scolaire, ce qui a eu un impact sur les familles qui comptent sur eux comme source importante de nutrition pour leurs enfants. Lorsque les écoles ont rouvert leurs portes, les programmes d'alimentation scolaire ont été modifiés pour se conformer aux nouveaux règlements de santé publique. La Direction de l'éducation des Premières nations du Yukon a mis en place des programmes d'alimentation dans toutes les écoles rurales grâce au financement fédéral du programme Jordan's Principle et lancera des programmes d'alimentation dans les écoles de Whitehorse à l'automne. Le programme Yukon Food for Learning continue d'aider les écoles à mettre en place des programmes d'alimentation.

Plaidoyer pour la sécurité alimentaire

Certains problèmes, comme la chaîne d'approvisionnement, sont plus faciles à résoudre. Les problèmes plus profonds et sous-jacents qui affectent la sécurité alimentaire ne le sont pas. Les organisations non gouvernementales plaident pour que la pauvreté soit reconnue comme la cause première de l'insécurité alimentaire, et soutiennent la mise en place d'un revenu de base, l'augmentation du salaire minimum à un salaire décent, et le renforcement du soutien aux enjeux connexes tels que le logement et le transport abordables. Le dialogue et la sensibilisation du public, ainsi que des processus collectifs, sont nécessaires pour créer des approches et des stratégies de sécurité et de souveraineté alimentaires qui fonctionnent. L'inclusion des personnes ayant une expérience vécue est cruciale pour des solutions viables et non stigmatisantes. La sécurité alimentaire est souvent considérée sous l'angle colonial. La question de la souveraineté alimentaire des peuples autochtones doit être au centre des préoccupations et les Premières Nations doivent en être les chefs de file.

QUÉBEC

Le Québec ne dispose pas actuellement d'un réseau alimentaire provincial formel, mais les [Territoires innovants en Économie sociale et solidaire \(TIESS\)](#) ont récemment entrepris une analyse des initiatives alimentaires à travers la province. Cela fait partie de leur mission de faciliter le transfert de connaissances entre les organisations en économie sociale, dans le but d'encourager l'innovation et le développement inclusif, ancré dans le bien-être collectif. La présente section sur le Québec s'inspire de leur analyse, ainsi que de la collecte d'informations par le Réseau pour une alimentation durable.

Comme de nombreuses autres provinces, le Québec a connu une augmentation des initiatives en matière de sécurité alimentaire au cours de la dernière année, y compris des groupes d'entraide et des organisations qui ont lancé ou élargi des services d'aide alimentaire. Cependant, à Montréal, on constate que la réponse à la sécurité alimentaire passe d'une approche plus immédiate à une approche systémique. Dans la plus grande ville du Québec, la Direction de la santé publique de Montréal joue un rôle majeur et finance des projets et des programmes en matière de sécurité alimentaire depuis 2008. Leur approche privilégie le renforcement des capacités communautaires afin d'œuvrer au développement durable tout en réduisant les inégalités sociales. Concrètement, cela se traduit actuellement par la création d'environnements alimentaires sains, que ce soit dans les bâtiments

municipaux, dans les quartiers ou dans les espaces publics. Une partie importante de ce travail vise également à accroître l'accès aux fruits et légumes, en soutenant les organismes communautaires qui développent des activités de production alimentaire dans les quartiers à faible revenu. Ce travail est réalisé par divers organismes communautaires, et soutenu par la Direction de la santé publique, ainsi que par le [Conseil SAM](#) et la Conférence régionale des élus (CRE).

Ce soutien continu aux systèmes alimentaires locaux et durables s'accompagne d'un intérêt croissant et d'une valeur partagée pour les aliments locaux dans la province. Partout au Québec, différentes organisations s'efforcent de mettre en valeur les producteurs locaux, ce qui se présente de manière très différente selon qu'il s'agit du nord de la Gaspésie ([Nourrir notre monde](#)), des métropoles de Montréal ([Récolte](#)) ou d'autres régions intermédiaires ([Vivre en Ville](#)). D'autres projets, tels que [Petit Abattoir](#), plaident en faveur d'abattoirs plus petits, plus proches des fermes, et plus conformes à l'éthique de la durabilité à petite échelle de certains agriculteurs. Ailleurs, l'organisation à but non lucratif Protec-Terre travaille à la mise en place d'une fiducie foncière afin de conserver les terres pour une utilisation durable et agricole.

L'un des développements les plus intéressants de la dernière année est sans doute la [Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois](#) du gouvernement du Québec. Ce programme comprend des investissements dans divers domaines afin d'augmenter de façon significative la quantité d'aliments provenant du Québec, notamment : le soutien aux marchés publics, la création d'un catalogue d'aliments québécois afin de rendre les produits locaux plus facilement identifiables pour les acheteurs, un programme de reconnaissance pour mettre en valeur les meilleures pratiques, la collaboration avec l'[Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec](#), l'école provinciale de tourisme et d'hôtellerie pour la formation, et le financement ciblé aux ingrédients locaux pour les projets des écoles primaires et secondaires.

En ce qui concerne l'alimentation scolaire, la branche québécoise de la Coalition pour une saine alimentation scolaire (le "[Collectif Québec](#)") a pris un élan considérable. Sous l'impulsion d'organisations membres telles que La Cantine pour tous et La Tablée des chefs, des organisations locales s'organisent pour accompagner les écoles dans l'adaptation des services alimentaires vitaux pendant la COVID-19, ainsi que pour partager les ressources et les apprentissages.

Dans l'ensemble, un survol du Québec révèle que malgré la pandémie, les initiatives alimentaires continuent de travailler de manière transversale, en associant de multiples approches et secteurs, tout en mettant l'accent sur la durabilité.

CONCLUSION

Dans les provinces et les territoires, la coordination régionale s'avère cruciale pour répondre aux besoins alimentaires pendant la COVID-19 et tirer parti d'un paysage alimentaire qui a considérablement changé. Les niveaux croissants de collaboration, associés à la prise de conscience que le changement des systèmes alimentaires nécessite l'inclusion de questions allant au-delà de l'insécurité alimentaire, ont permis aux relations entre les différents secteurs et niveaux de gouvernement - y compris le niveau municipal - de se développer. Les rapports des différentes provinces et territoires ont montré que le

maintien d'une approche non seulement intersectorielle, mais aussi intersectionnelle, est crucial pour susciter un changement à long terme des systèmes alimentaires. L'importance de l'intersectionnalité a été mise en lumière lorsque la pandémie a révélé que les efforts pour lutter contre l'insécurité alimentaire ne pouvaient être dissociés d'un travail plus large d'antiracisme et de décolonisation. L'état d'urgence mondial a également sensibilisé le pays au rôle que jouent les programmes d'alimentation scolaire dans l'amélioration de la nutrition des enfants, mais aussi dans la priorité accordée aux économies alimentaires locales par le biais de l'approvisionnement alimentaire local. Dans le même ordre d'idées, toutes les provinces et tous les territoires interrogés s'efforcent de mettre en place des systèmes alimentaires mieux à même de s'adapter aux conditions changeantes en travaillant à raccourcir et à diversifier les chaînes alimentaires - soit en trouvant des moyens de soutenir les petites et moyennes exploitations agricoles familiales, soit en préconisant l'élimination des obstacles importants auxquels les jeunes et les nouveaux agriculteurs sont confrontés aujourd'hui.